



l'Uqam

Les 22, 23, 24 mai

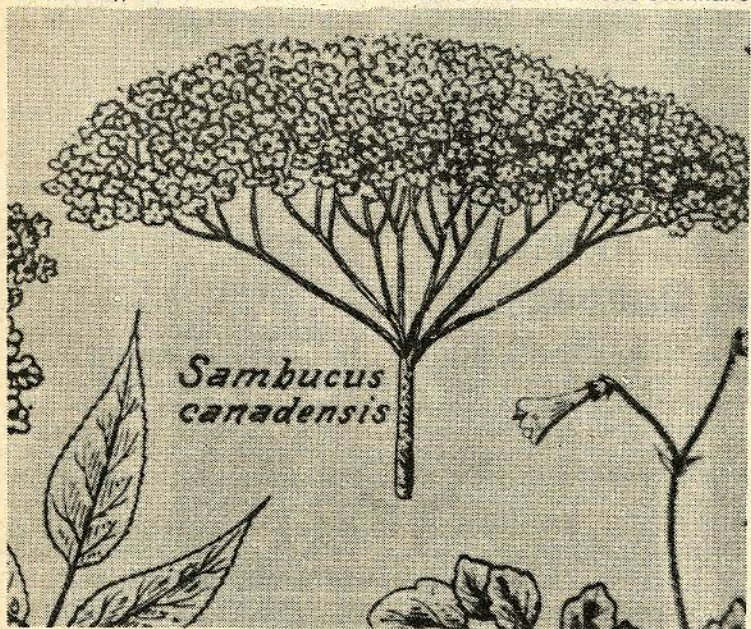
Colloque international sur la culture des fleurs

C'est au Jardin botanique de Montréal, les 22, 23 et 24 mai que se déroulera le Colloque International sur la Floriculture, portant sur les aspects production, conservation et transport.

L'événement est organisé par le Centre de recherches en sciences appliquées à l'alimentation de l'UQAM (CRESALA) de concert avec les organismes suivants: les FLORALIES 1980, les ministères de l'agriculture du Québec et du Canada, le Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France); le Jardin botanique, les universités Laval, de Montréal ainsi que McGill (Collège McDonald).

Spécialistes et universitaires de France, des Etats-Unis et de Belgique se joindront à leurs collègues d'ici pour traiter de la physiologie des fleurs (données fondamentales botaniques et physiologiques; phénomène de sénescence), de la conservati-

on? demande le directeur du CRESALA, M. Marcel Gagnon. Si on développait la floriculture sur une base saine, économique, scientifique, il faudrait penser à des complexes de serres. Comme on songe à mettre au point des serres pour certains fruits et légumes, la connaissance des facteurs de production, conservation et transport dans le domaine de la floriculture nous permettra peut-être d'aider à rentabiliser l'exploitation des serres par périodes de l'année en alternant les productions de fleurs avec celles de fruits et légumes. Des fleurs pour les marchés très lucratifs du temps des Fêtes et de Pâques. Puis, retour aux fruits et légumes. Voilà d'intéressantes possibilités. Et c'est par là que le CRESALA rejoint le domaine des fleurs. Selon les statistiques, qui s'affirmeront davantage lorsque les spécialistes de la mise en marché à notre séminaire



Le sureau blanc du Canada [sambucus canadensis] orne, à la floraison, le bord des chemins et des ruisseaux du Québec de sa parure de fruits rouges. [reproduit de la Flore Laurentienne, Frère Marie-Victorin].

du transport, de la multiplication des fleurs.

Sous le thème des perspectives économiques, seront étudiées la dimension, les tendances, les possibilités de développement des marchés canadien et québécois, sans omettre les techniques modernes d'extraction des produits aromatiques à partir des fleurs (par exemple, l'aromatization du cidre par extraits de sureau ou sambuca canadensis, une recherche appliquée au CRESALA), et aussi leur utilisation dans le domaine pharmaceutique, compte tenu de la croissance au Québec de nombreuses plantes indigènes.

«Pourquoi un colloque sur les fleurs, ce qui en apparence semble loin des préoccupations du Centre de recherches dont l'orientation est d'ordre alimentai-

international, on ne produit qu'un sixième des fleurs coupées vendues au pays. Le reste est importé.»

Seule manifestation scientifique universitaire au programme des FLORALIES 1980, le colloque aura lieu, encore une fois, au Jardin botanique c'est-à-dire à proximité du Vélodrome où se tiendront les FLORALIES intérieures et dont les congressistes pourront voir la fin, en même temps que le début des FLORALIES extérieures à l'île Notre-Dame.

Après le séminaire sur la conservation des fruits et légumes tenu en avril 78, le colloque sur la floriculture est la deuxième réunion internationale à caractère scientifique organisée par le CRESALA.

C.A.



Au premier plan, MM. Jacques Saint-Pierre, porte-parole interne du comité de négociation, Jacques Lefebvre, président du SPUQ et Claude Pichette, recteur de l'UQAM, entourés des représentants des deux parties.

La nouvelle convention SPUQ

La négociation de la convention collective SPUQ-UQAM est chose du passé: la signature a eu lieu le mercredi, 2 avril, à 16h00. Rétro-actif au 1er juin 1979, le contrat régissant les conditions de travail des quelque 600 professeurs réguliers de l'institution sera en vigueur jusqu'en novembre 1982, soit six mois de plus que ce qui était d'abord prévu au projet syndical.

Voici, grosso modo, les modifications majeures que présente ce texte par rapport à l'ancienne convention:

- comptabilisation de la session d'été dans la répartition des postes entre les départements ainsi que dans la tâche normale du salarié; prise en compte d'une partie de cette clientèle dans la formule d'ouverture de postes (celle dépassant 10% de l'ensemble de l'année);
- reconnaissance des services à la collectivité dans la tâche régulière d'enseignement, dans l'établissement de la charge individuelle et départementale de travail; obtention d'un quantum annuel de 60 crédits à cette fin (soit l'équivalent de 5 professeurs temps plein);
- au chapitre des droits parentaux, gain de l'ensemble des acquis du Front commun (congé de maternité de vingt semaines à plein salaire, ou presque); avec, en plus, la possibilité pour le père ou la mère de prendre ensuite deux années de congé sans solde ou encore, deux années de travail mi-temps mi-salaire; ces dispositions s'appliquent à l'ensemble des professeurs, y compris ceux qui ont le statut d'invités ou de substitués;
- importance accrue reconnue à la recherche, par l'établissement d'une banque annuelle de 90 crédits d'enseignement (équivalent de 7 postes de professeurs plein temps), par des dégrèvements équivalents de tâches d'enseignements qui se feront selon une politique de répartition à définir par la commission des études;
- à clientèle égale, ajout d'environ 65 postes sur les trois années de la convention, ce qui représente une augmentation de 11% des effectifs: à l'heure actuelle, 600 professeurs assurent 67% de

l'enseignement automne-hiver; à l'automne 1982, ils seront 660 à dispenser 74% de cet enseignement;

- au chapitre des traitements, règlement généralement axé sur celui du secteur public et parapu-

blic. A titre indicatif, signalons qu'au bas de l'échelle salariale, les enseignants qui gagnaient 18 609\$ au 1er juin 1979 recevront, au 31 novembre 1982, un salaire

[la suite en page 2]

Le Conseil des Universités dit oui à l'UQAM

Un appui d'importance pour l'UQAM dans ses revendications d'autonomie: celui du Conseil des Universités. En effet, dans son avis intitulé «L'université québécoise des années 80» publié en réaction aux rapports de la Commission d'étude sur les universités, le Conseil des Universités faisait savoir il y a quelques jours qu'il recommandait au ministre de l'Éducation d'accorder à l'UQAM une charte confirmant son statut d'université à part entière.

Le Conseil considère que le statut à accorder à un établissement d'enseignement supérieur concerne l'ensemble du système universitaire et relève de l'autorité ultime du Ministre en ces matières; une telle question dépasse, à son avis, l'intérêt d'une seule université et les résultats d'une négociation entre deux parties.

Etant donné l'histoire, la taille et le développement de l'UQAM, il apparaît au Conseil des Universités souhaitable qu'elle jouisse d'un statut nouveau, compte tenu que ce statut ne modifierait pas ses objectifs et n'aurait pas d'impact négatif sur l'avenir des autres unités constituantes et celui de l'UQ comme sous-réseau.

Car, il faut le signaler, le Conseil n'endosse nullement la recommandation du Comité d'étude sur l'organisation du système universitaire de la CEU concernant le démantèlement progressif de l'UQ. Il recommande, au contraire, le maintien de cette université dans sa structure actuelle, l'UQAM en moins.

Reste à savoir si M. Jacques-Yvan Morin partagera ces points de vue...

D.N.



Quatre nouvelles parutions

— page 2

Le 12 avril, journée de la travailleuse à l'UQAM

Le comité de la condition féminine du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) organise une série de colloques dans six régions du Québec, dont Montréal. Cette dernière rencontre aura lieu le 12 avril de 9h à 17h au pavillon Hubert-Aquin, salle 2860. Il y sera principalement question de la femme travailleuse et des problèmes relatifs à son

milieu de travail: emploi, promotion, etc. On traitera aussi de la vie sociale de la travailleuse ainsi que de son engagement syndical. On fournira en outre de l'information sur les lois concernant les femmes au travail, de même qu'on parlera des gains syndicaux pour la femme. La journée se terminera par l'énoncé d'un programme d'action.

Conseil d'administration

A sa réunion régulière du 24 mars, le Conseil d'administration de l'UQAM a :

- ratifié le projet de convention collective de travail UQAM-SEUQAM;
- nommé M. Claude Corbo vice-recteur aux communications par intérim;
- approuvé la création d'une médaille de l'UQAM et la politique d'attribution de cette médaille;
- approuvé la signature d'un bail et d'un protocole d'entente entre l'UQAM et l'Institut québécois de la déficience mentale;
- approuvé la signature d'une entente de deux ans entre l'UQAM et le Centre québécois de la couleur;
- adopté le document intitulé «Nouveau campus-Phase II»;
- adopté les politiques d'admission régissant le programme de 1er cycle pour l'année 80-81;
- adopté un nouveau mode d'élec-

tion des directeurs de modules;

- accordé les congés sabbatiques et de perfectionnement pour 80-81;
- attribué au Rassemblement en travail social un poste de professeur régulier pour le certificat de 2e cycle en thanatologie;
- approuvé le programme de travail du Bureau de recherche institutionnelle pour 1980;
- procédé à l'engagement de deux professeurs pour 1980-81;
- accepté l'ouverture de sous-centres de l'UQAM dans des régions dites périphériques (Saint-Jérôme, Saint-Jean, Valleyfield);
- adopté le nouveau projet de calendrier universitaire pour l'année 80-81;

- nommé M. Jean-Marc Tousignant membre professeur du comité exécutif en remplacement de M. Jean-Jacques Giguère.

La nouvelle convention SPUQ...

[suite de la page 1]

annuel de 23 393\$. Quant à leurs confrères au sommet de cette échelle, leurs traitements passeront, pendant cette période, de 47 286\$ à 58 525\$.

M. Jacques Saint-Pierre, porte-parole interne et représentant du secteur des sciences de la gestion au comité de négociation, se dit très satisfait de ces résultats qu'il attribue d'abord aux membres de son syndicat: «Malgré les divergences profondes qui se sont manifestées, malgré certains déchirements qui ont entraîné la démission du premier comité de négociation, les professeurs ont su refaire l'unité: c'est cette volonté collective majoritaire qui a permis d'obtenir de tels résultats. Certains chiffres se passent de commentaires: 85% des membres du SPUQ présents à l'assem-

blée générale du 12 mars ont approuvé l'entente de principe conclue entre leur comité de négociation et la direction de l'UQAM.»

Voici, à son avis, ce qui distingue la convention actuelle de celles qui l'ont précédée: «Nous avons mis l'accent, au cours des années antérieures, sur la négociation de conditions de travail reliées à l'exercice de notre profession. Maintenant que nous avons des garanties bien assises à ce chapitre, nous nous sommes tournés davantage vers les préoccupations du milieu environnant. Cette ouverture de la convention collective sur les besoins de la collectivité universitaire et de la société en général s'est manifestée, entre autres, par la négociation des clauses relatives aux

services à la collectivité, qui visent d'abord les populations non traditionnellement desservies par l'Université; de plus, la clientèle des sessions d'été aura désormais droit à la même qualité de services et d'enseignement que celles d'automne et d'hiver; enfin, les professeurs qui sont parents d'enfants, adoptés ou non, se voient reconnaître des droits nouveaux et importants...»

Selon M. Saint-Pierre, cette ouverture du SPUQ vers des préoccupations qui lui sont extérieures est de toute première importance. Et il résume en ces termes les acquis de ce contrat de travail qui vient d'être paraphé: «C'est une convention nettement améliorée, très loin du statut quo appréhendé.»

C.G.

Nouvelles parutions

Un livre de Michel Pratt



“La grève à la United Aircraft”

Un titre sobre. Une page couverture on ne peut plus dépouillée. Un ouvrage d'une grande concision: à peine plus de cent pages. Ce qui n'empêche que «La grève à la United Aircraft» évoque l'une des périodes les plus grises de l'histoire sociale du Québec, comme le rappelle l'auteur, Michel Pratt, chargé de cours au département d'histoire à l'UQAM.

L'ouvrage s'ouvre sur la chronologie des événements: elle va de l'automne 1973 — expiration de la convention collective — à l'été 1976 — procès des «34», éventuellement acquittés des accusations portées contre eux. Entre ces deux dates: dix-neuf mois et demi de grève à la «transnationale» United Aircraft, touchant 2 600 travailleurs.

Michel Pratt a suivi le conflit «à la trace». Jour après jour, il a recueilli sur le terrain les données, les témoignages. Mais, il ne s'en est pas tenu là. «J'ai examiné et classé d'innombrables documents syndicaux et patronaux (communiqués, tracts, avis, projets de convention, articles de journaux, etc.). Cela, même après la fin du conflit proprement dit.» Pratt a également assisté, sur invitation syndicale, à une séance de négociation qui se tenait à huis-clos au bureau du ministre du Travail, et en présence de celui-ci, ce qui lui a permis, dit-il, de mieux cerner le comportement des acteurs.

Les leçons qu'ils tirent de cette recherche? Concluantes!

«S'il est important de prendre



M. Michel Pratt

un certain recul pour saisir l'ensemble des retombées du conflit,

il est cependant heureux que cette recherche ait été commencée dans le feu de l'action. Plusieurs documents ne sont plus disponibles, et il serait aujourd'hui très difficile de rassembler autant de documentation...

Pour Michel Pratt, la grève de la United Aircraft ne s'explique que si elle est resituée dans son contexte économique, politique, social. «Nous sommes en 1974-75; l'inflation bat son plein. Les travailleurs subissent une baisse importante de leur pouvoir d'achat; ceux qui sont syndiqués exigent l'ouverture de leur convention collective et demandent une indexation au coût de la vie. Mais il faut batailler ferme pour obtenir gain de cause car les entreprises n'entendent pas céder.»

«La grève de la United Aircraft» est publié aux Presses de l'Université du Québec, collection Histoire des travailleurs québécois, sous l'égide du Regroupement de chercheurs en histoire des travailleurs québécois.

H.S.

“Gestion de la sécurité routière au Québec”

Depuis 1955, 14 000 Québécois ont perdu la vie sur la route. Plus de 870 000 ont subi des blessures plus ou moins graves. Après les maladies du système respiratoire et le cancer, les accidents de la route sont la troisième cause de décès. De 73 à 77, baisse du nombre de victimes, mais reprise en 78. Pourquoi?

Ces données effarantes — et on ne soulève qu'un coin du tapis! — ont de quoi faire trembler le citoyen, tant piéton qu'automobiliste. Et non seulement captent-elles l'attention des spécialistes mais encore amènent des universitaires à mesurer la gravité du problème à voir ce qui se fait ailleurs en gestion routière, à énoncer des principes d'action, à proposer des correctifs, à formuler des recommandations.

Les actes du symposium, tenu à l'UQAM en novembre dernier sur la gestion de la sécurité routière au Québec, sont la synthèse des

travaux alors présentés dans le cadre d'une collaboration entre la Régie de l'assurance automobile et une équipe de professeurs de l'Université dont Mlle Danielle Desbiens, des sciences administratives; M. Roland Foucher, directeur du LARSA, et coordonnateur du colloque; M. Paul Dell'Aniello et Jean Raynault, tous deux de la chaire MacDonald-Stewart, ainsi que M. Jean-Charles Chébat, directeur du département des sciences administratives.

D'une lecture aisée, l'appareil mathématique réduit à presque rien, le document de 74 pages, qui émane des sciences de l'administration, est plus qu'un recueil de réflexions; il offre des orientations concrètes, utiles aux pouvoirs publics de même qu'aux organismes divers qui se préoccupent de sécurité routière.

C.A.



“Le Roc et la Source”

Récemment avait lieu à l'UQAM le lancement de l'ouvrage «Jacques Grand'Maison — Le Roc et la

Source — entretiens avec Gilbert Tarrab», aux Editions Nouvelle Optique.

Fort connu aux titres de sociologue, d'universitaire (professeur à l'U. de M.), d'animateur dans les domaines de l'économie et de la vie culturelle, auteur prolifique et avant tout, éveillé de la conscience collective du Québec d'aujourd'hui, le chanoine Grand'Maison (à gauche sur la photo) n'avait jusqu'à ce jour que peu livré de lui-même. Aussi, est-ce un personnage entier, intégral, qui peu à peu, sur le ton familier de la conversation, se révèle sous la plume de M. Gilbert Tarrab (à droite sur la photo), professeur au département des sciences administratives de l'UQAM, doublé d'un observateur sagace de la réalité québécoise.

C.A.

“La conjoncture au Québec”

Un ouvrage intitulé «La conjoncture au Québec au début des années 80: les enjeux pour le mouvement ouvrier et populaire» vient de paraître aux Editions de la Librairie socialiste de l'est du Québec. M. Yves Vaillancourt, professeur au département de science politique, est co-auteur de cette publication de 200 pages, avec Marielle Desy, Marc Ferland et Benoît Lévesque. Il s'agit d'une analyse politique de la conjoncture québécoise actuelle préparée par quatre militants insérés dans diverses organisations de masse, appartenant à autant de régions différentes du Québec.

Leur but: «La recherche active d'un débouché politique nettement démarqué à la fois du péquisme, de la social-démocratie de droite ou de gauche, du trotskysme et du MLisme». Le volume compte cinq grands chapitres: La crise économique en Amérique du Nord; La gestion politique de la crise et la question nationale; L'action politique dans le mouvement ouvrier et populaire; Le mouvement syndical; Groupes populaires et fronts de luttes. Avec, en conclusion, «quelques pistes pour l'action de la gauche dans le mouvement ouvrier et populaire». L'ouvrage est disponible chez l'Éditeur (C.P.98, Rimouski), au coût de \$5.50.

L'équipe de rédaction a l'entière responsabilité du contenu du journal, qui n'engage en rien la direction de l'Université du Québec à Montréal.

l'Uqam

volume VI, numéro 27, 8 avril 1980

publié par:
section information
Université du Québec à Montréal
1406 rue Saint-Denis Montréal
téléphone: 282-6179

rédaction: Claude Asselin, Claire Gauthier, Pierre Gélinas, Denise Neveu, Hélène Sabourin.

photos: service de l'audiovisuel
Dépôt légal premier semestre 1980
Bibliothèque nationale du Québec



LEDOC

L'Association de la recherche en communication

Congrès de fondation, les 17 et 18 avril

C'est sous le thème «Bilan et perspectives de la recherche en communication» que se tiendra à l'UQAM, les 17 et 18 avril prochains, le congrès de fondation de l'Association de la recherche en communication du Québec (ARCQ). Le comité organisateur de la rencontre a pour président M. Jean-Paul Lafrance, et pour secrétaire-trésorier M. Michel Cartier, tous deux professeurs au département des communications et co-responsables du Laboratoire de télématique. Le rôle de cette Association a but non lucratif sera de favoriser la rencontre au Québec des chercheurs en communication; de diffuser les tra-

vaux de recherche en communication tant auprès des collègues qu'auprès du public en général, de permettre le regroupement des chercheurs et la rencontre des spécialistes de diverses disciplines reliées aux communications; de faire des représentations publiques auprès de divers organismes, auprès du public en général.

Le congrès de fondation procédera, au terme d'une journée et demie de discussions et de réflexion en ateliers et en plénière, à l'adoption des règlements de l'Association, à l'élection du Conseil d'administration et à la mise sur pied des comités d'organisation pour ses activités: straté-

gies de développement et politique de présence auprès de ses membres et à l'extérieur; politique d'information et d'échanges; programmes d'activités; comité de l'organisation et du programme du congrès annuel.

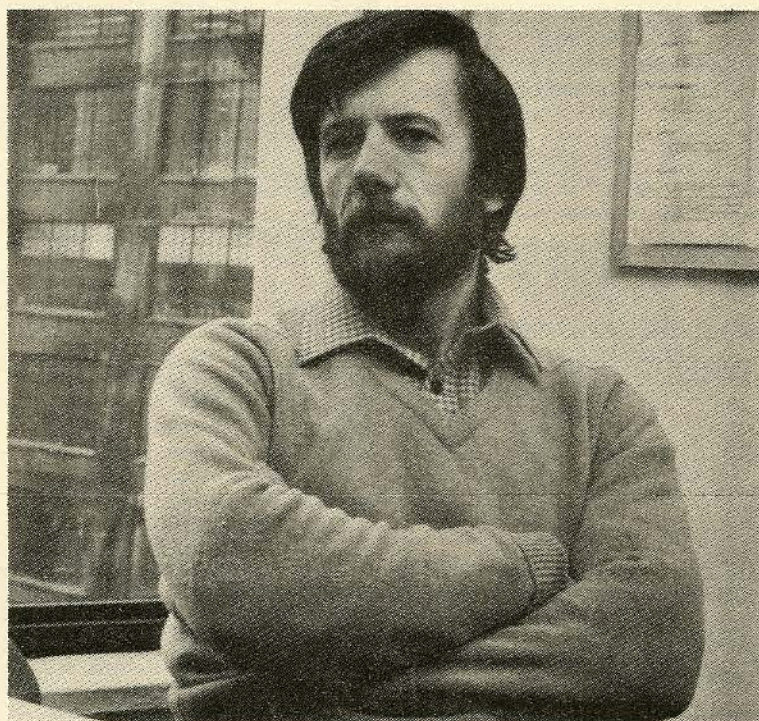
L'ARCQ, qui se veut une association indépendante, sera financée à même les cotisations des membres et grâce à diverses activités. Les personnes intéressées obtiendront davantage d'informations au secrétariat de l'Association, situé au pavillon Judith-Jasmin, salle 1360 (Laboratoire de télématique). Au téléphone: 282-3559.

C.G.

La variable sexe dans les échelles de santé mentale

Etes-vous habituellement de bonne humeur? Combien de fois avez-vous consulté votre médecin au cours de la dernière année? Vous arrive-t-il de trembler des mains au point d'en être agacé? De transpirer des mains ou des pieds? D'avoir de la difficulté à vous endormir? De perdre l'appétit? De vous demander si la vie vaut la peine d'être vécue? En avez-vous déjà parlé à votre conjoint? à vos parents? vos amis? Au total, 120 hommes et 112 femmes ont répondu à ces questions — et à beaucoup d'autres, ce qui a permis à M. Michel Tousignant, professeur au département de psychologie, d'étudier «Les biais reliés à la variable sexe dans les échelles de santé mentale». Cette recherche, dont la première étape tire à sa fin, est en cours depuis deux ans. Subventionnée par le Fonds institutionnel de recherche (5000\$), elle fut réalisée avec la collaboration de deux étudiants de maîtrise, Roger Brosseau et Lucien Tremblay.

Plusieurs études ont démontré que les femmes déclaraient davantage de symptômes psychophysiologiques que les hommes. Or, à ce jour, les chercheurs se sont contentés de faire état de cette réalité statistique, sans tenir compte de la gravité des réactions au stress, ni de leurs conséquences sur le fonctionnement quotidien des gens. C'est cette lacune que Michel Tousignant et son



M. Michel Tousignant

équipe ont voulu combler.

Qu'en est-il, de ces croyances populaires, à l'effet que les femmes auraient plus facilement tendance à se plaindre que les hommes? Qu'elles se confieraient plus facilement que leur conjoint sur leurs ennuis de santé? Que les symptômes qu'elles manifestent, s'ils sont plus nombreux, seraient moins graves que ceux des hommes et par conséquent, moins susceptibles d'affecter leur vie quotidienne?

Pour vérifier ces hypothèses, M. Tousignant a choisi d'effectuer une enquête par questionnaire, en milieu ouvrier, auprès d'un échantillon de la population du quartier Rosemont. Les 232 personnes qui ont accepté de se prêter à l'expérience étaient toutes mariées, âgées entre 25 et 40 ans et francophones. Outre les habituelles questions portant sur leur statut socio-économique, elles ont été invitées à fournir une série d'informations relatives à leur état de santé, à la fréquence des symptômes déclarés et à leur impact sur la vie de tous les jours.

Les données ainsi recueillies ont été informatisées et font

présentement l'objet d'une analyse détaillée. En voici les résultats préliminaires: les femmes déclarent effectivement un plus grand nombre de symptômes de réactions au stress que les hommes. Toutefois, les malaises dont elles semblent souffrir sont aussi graves que ceux des répondants masculins: elles se plaignent, mais pas pour rien! En outre, il est faux de croire qu'elles se confient plus facilement sur ces questions puisqu'elles se sont montrées, dans l'ensemble, plus réservées à ce chapitre que les hommes interviewés. «Les résultats de notre travail, constatent avec satisfaction MM. Tousignant et Brosseau, démentent certaines croyances populaires pourtant bien ancrées.»

Dans une deuxième étape, ils poursuivront l'étude auprès d'un groupe de la population à revenus plus élevés. Cela permettra, expliquent-ils, de faire d'intéressantes comparaisons, de vérifier si ces constantes s'appliquent également à d'autres classes de la société.

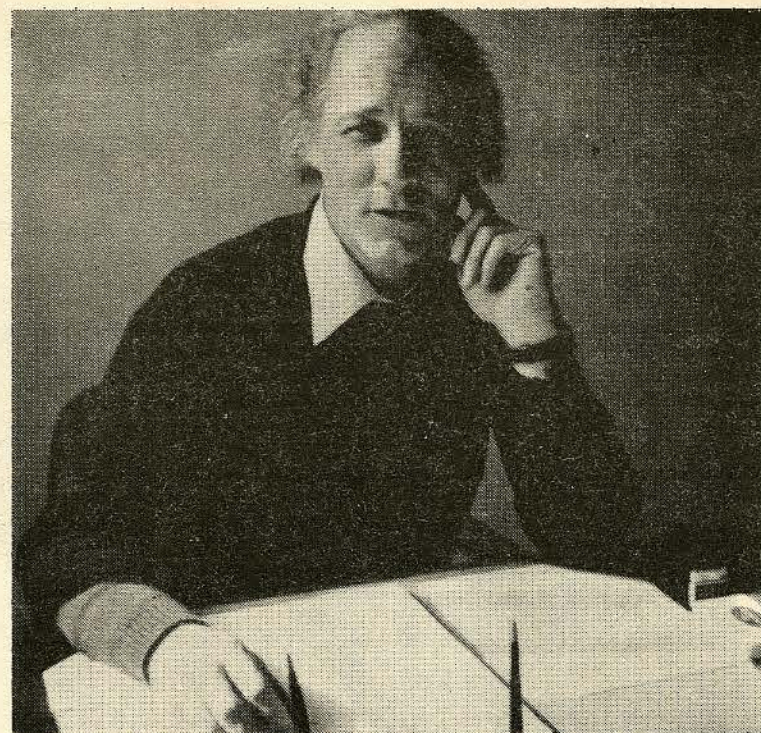
C.G.

Séminaire avec M. René Baretje

Invité du module de gestion et d'intervention touristiques, M. René Baretje, directeur du Centre des hautes études touristiques à l'Université d'Aix-Marseille III, animera des séminaires, salle

R-300, pavillon Judith-Jasmin:

- le 8 avril, de 10h à 12h, et de 14h à 17h;
- le 11 avril, de 16h à 18h, et de 19h à 21h.



M. Jean-Paul Lauzon: «Au-delà du choc culturel, une similitude d'aspirations.»

En formation des maîtres

Un échange Nantes-UQAM

Comment faire passer en France, chez des éducateurs français, la méthode américaine de formation à l'efficacité humaine pour enseignants? Cette approche pédagogique, mise au point par le psychologue Thomas Gordon, vise en clair à créer un climat vraiment favorable à l'apprentissage, en développant la transparence dans les rapports humains, en appuyant sur la communication interpersonnelle dans une perspective nouvelle des relations parents-enfants, enseignants-étudiants, cadres-employés.

Connue au Québec, la méthode allait-elle en France faire patate, pour employer le mot d'ici? Là-bas, où les traditions culturelles sont solidement ancrées, où la notion d'autorité se drape de dignité, où le cours conceptuel et magistral se confond dans le paysage pédagogique? Ne verrait-on dans la valise Gordon qu'un «kit» de recettes, qu'un gadget tel qu'en fabrique l'Amérique?

Invité en mars dernier dans le cadre d'échanges de services entre la formation des maîtres à l'UQAM et l'association des Foyers des Jeunes Travailleurs de la région de Nantes, M. Jean-Paul Lauzon, coordonnateur et chargé de cours, est parvenu à faire passer l'Atlantique à Gordon: «Là où un Américain aurait peut-être échoué, j'ai réussi car par affinité, un Québécois se découvre des aspirations similaires à celles des éducateurs français. Au-delà du

choc culturel, il perçoit chez eux disponibilité et ouverture au changement dans les méthodes et la pédagogie; une conscience aiguë des problèmes, à quoi il manque le comment faire qui entraînerait un déblocage. J'ai, quant à moi, relié Gordon à l'héritage personneliste de Mounier et de Merleau-Ponty. C'est ainsi que j'ai obtenu mes lettres de créances...».

Le séjour de M. Lauzon à Nantes a porté sur la formation dite en relation d'aide dans l'enseignement selon Gordon: une session intensive de mises en situations où la théorie n'entraine que pour 30%, une sorte de laboratoire de travaux pratiques.

Contrepartie d'un stage à l'UQAM l'été dernier d'animateurs, enseignants et directeurs de Foyers des Jeunes Travailleurs de la région de Nantes, stage auquel ont aussi collaboré MM. Guy Beaugrand-Champagne, coordonnateur, et Charles Côté, chargé de cours, le séjour de M. Lauzon en France s'est révélé à son avis des plus positifs: «Cet échange a porté fruit puisque le groupe de Nantes me demande d'honorer cinq nouveaux contrats pour l'année 80-81 et ce, non seulement à Nantes, mais à la Rochelle, au Pas-de-Calais et à Paris, dont une session de formation avec les professeurs des sciences de l'éducation de l'Université de Nantes.»

C.A.

Participation de l'UQAM en météo

Le 15 et le 16 avril, la Société canadienne de météorologie et d'océanographie tiendra deux journées d'exposition portant sur l'instrumentation (divers appareils de mesures et de prévision).

Des renseignements sur la prévision, les moyens de diffusion et les programmes de formation seront fournis. L'endroit: le Complexe Desjardins.

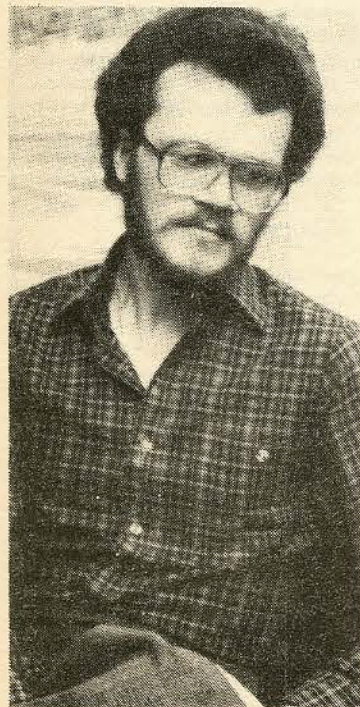
La participation de l'UQAM sera en météorologie, tandis que celle de l'UQAR aura trait à l'océanographie. D'autres établissements universitaires et organismes prendront part aux journées, soit McGill, la Société de météorologie du Québec, le Service de météorologie d'Environnement-Québec, et le Service de l'Environnement atmosphérique d'Envi-

ronnement-Canada.

En vedette sur les ailes du temps-qu'il-fera: Mlle Jocelyne Blouin, prévisionniste à Radio-Canada et diplômée de l'UQAM, en météo, ainsi que M. Alcide Ouellet, météorologue réputé.

Avis aux étudiants en gestion

Tous les étudiants et étudiantes des sciences de la gestion qui terminent le bacc. ou le certificat sont invités à prendre contact avec le comité de l'Album des Finissants, les 8, 10, 11 avril à J R322 durant la journée. C'est la dernière chance d'être dans le portrait...!



M. Roger Brosseau

Le fait français dans l'entreprise privée au Québec



Quoi qu'on en pense, tout n'a pas été dit sur la francisation de l'entreprise. Conséquemment, sous le thème «Le fait français dans l'entreprise privée au Québec», l'UQAM (responsable: M. To Minh Chau) conjointement avec Secor Inc. a tenu le 28 mars dernier un colloque réunissant

des représentants de grandes sociétés privées. Paradoxalement, le débat s'est placé dans le contexte canadien et suivant la perspective du présent débat constitutionnel. Sur la photo, de gauche à droite, MM. Jean-Maurice Vaudelle, de l'Office de la langue française; M. Yvan Allaire,

des sciences administratives, ainsi que M. Roland Foucher (modérateur), également des sciences administratives à l'UQAM. On a traité du double aspect de la francisation et de la francophonisation de l'entreprise.

C.A.

A quand les élections à l'AGEUQAM?

Les élections à l'exécutif de l'association générale des étudiants (AGEUQAM) et des délégués à l'ANEQ, annoncées pour le 2 avril, n'ont pas eu lieu. Et pour cause. Les médias montréalais ont grandement fait écho à l'assemblée houleuse du 31 mars, au théâtre Saint-Denis, et on comprend qu'il n'était pas question dans ce climat de procéder à des élections à l'AGEUQAM deux jours plus tard.

L'exécutif de l'Association nous disait avant le congé de Pâques qu'il est probable que les élections se tiennent quelque part autour du 15, «si rien de troublant ne vient perturber la marche des événements».

Juste avant de quitter pour les «vacances», l'exécutif de l'AGEUQAM apprenait que la réunion de la commission des études où devait être étudiée — entre autres questions — celle des inscriptions, n'avait pas lieu le 8 avril mais le 15, tel que prévu au calendrier de l'Université. «Ce qui retarde d'autant, souligne un porte-parole de l'AGEUQAM, la clarification de l'imbroglio tou-

chant le problème des inscriptions».

Depuis plus de deux semaines maintenant les activités d'enseignement de plusieurs modules sont complètement perturbées. Des arrêts plus ou moins prolongés ont touché une quinzaine de modules. Des moyens d'action, de harcèlement n'ont pas cessé, proposés généralement par les organisations modulaires elles-mêmes.

Toutefois, un «bloc» important d'étudiants, pour la majorité regroupés dans l'Association des étudiants en sciences de la gestion (quelque 4 700 étudiants) désapprouvent entièrement l'action menée par l'AGEUQAM qu'ils ne reconnaissent pas comme «leur» association. Ils ont soumis récemment à différentes instances de l'Université un nouveau projet d'association étudiante, de type fédératif. Ils entendent le distribuer plus largement ces jours-ci.

Le 31 mars, quelques heures avant l'assemblée générale de l'AGEUQAM, l'AESG (étudiants des sciences de la gestion) tenait

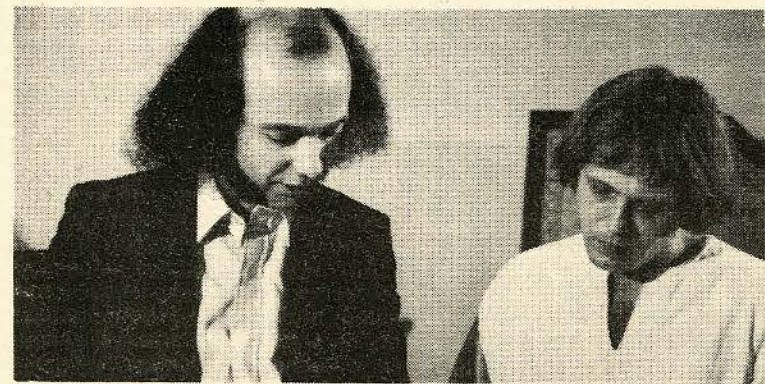
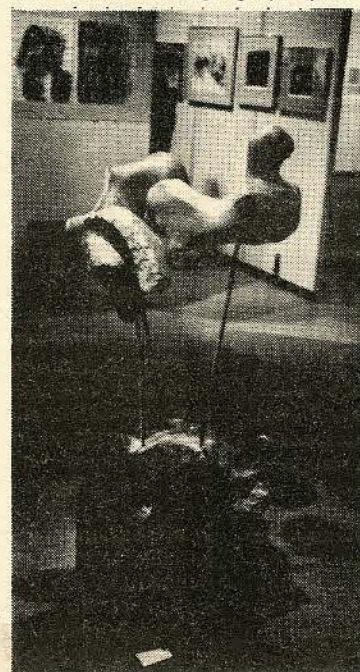
une réunion à la salle Marie-Gérin-Lajoie. Quelque 650 étudiants s'y étaient rendus. On y a d'abord fait le point sur la question des inscriptions. Puis, on a débattu d'une stratégie à adopter pour contrer celle mise de l'avant par l'exécutif de l'AGEUQAM et par bon nombre d'assemblées modulaires.

Selon les sources que nous avons au 3 avril, aucune date n'était fixée, concernant de nouvelles assemblées tant de l'AGEUQAM que de l'AESG.

H.S.

La Bourse Greenshields à Dominique Valade

«L'envol», (ci-dessous), une sculpture de Mlle Dominique Valade, s'est mérité la Bourse Greenshields, qui a été décernée la semaine dernière à l'occasion du vernissage de deux expositions de travaux d'étudiants à la Galerie UQAM. Ces expositions, qui se poursuivent présentement, réunissent des travaux de finissants en arts plastiques et de finissants en design graphique.



Au Centre socio-culturel

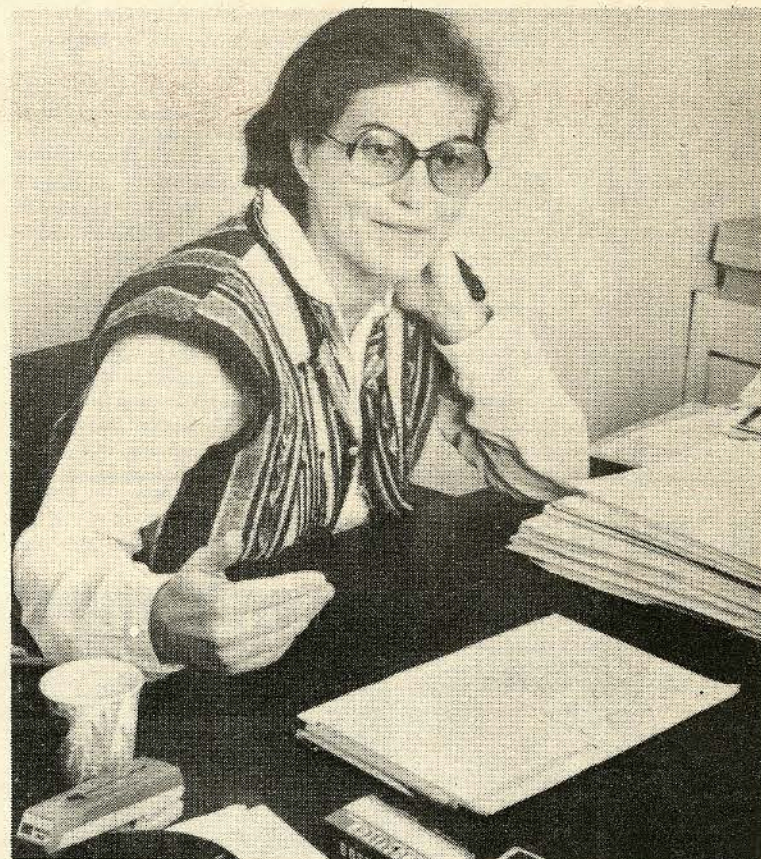
Le 20 avril, à 20h30, au studio-théâtre Alfred-Laliberté, pavillon Judith Jasmin, le Studio de musique ancienne de Montréal présente son dernier concert de la saison: Musique d'Allemagne du Nord pour chœur et orchestre.

Sous la direction de Réjean Poirier (à gauche, sur notre photo)

et de Christopher Jackson (à droite), le Studio fera entendre des cantates pour solistes, chœur et orchestre, de Tunder, Bruhns et Bach, ainsi que des œuvres instrumentales de Buxtehude et de Telemann. Billets: adultes 6\$, étudiants et âge d'or 3\$.

les gens d'ailleurs

Marguerite Lavallée-Pons



En quittant l'Université d'Ottawa en 1967, diplôme d'infirmière, bacc. en nursing et maîtrise en psychologie sous le bras, Marguerite Lavallée pouvait-elle s'imaginer sept ans plus tard en Côte d'Ivoire auprès d'enfants baoulés? Eut-elle entrevu cette expérience professionnelle, en aurait-elle pressenti le caractère déterminant dans son évolution personnelle?

De l'Abitibi, où elle est née un beau jour d'Immaculée-Conception presque en même temps que la seconde guerre mondiale, à l'Afrique où elle séjournera en 74-75, en passant par l'Institut des sciences de l'éducation de l'Université de Genève (dirigée par Jean Piaget) et l'Institut de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université Constantine d'Algérie, la vie de Mme Lavallée-Pons a défié le statisme.

En dix ans d'absence du Québec, la psychologue a diversifié ses champs d'enseignement et de recherche (psychologie génétique, psycholinguistique, psychologie clinique, pédagogie, interculturelle), la personne humaine a reculé ses propres frontières. De cette année à l'UQAM où elle enseigne actuellement au département de psychologie à titre de professeur invitée, elle laissera entendre elle-même qu'elle ne fut qu'un passage, un point de départ vers une autre direction, un aller plus qu'un retour.

Pour Marguerite Lavallée-Pons, insister sur son travail en psychologie interculturelle en Côte d'Ivoire n'est pas vraiment revenir en arrière: de coeur, elle n'a jamais tout à fait quitté ce peuple baoulé dont elle commençait à peine, après deux ans, à saisir l'étonnante richesse.

Nécessaire, la recherche interculturelle tend toutefois de nombreux pièges. A la lumière de son expérience, Mme Pons en a identifié plus d'un. Ses propos se font incisifs: «Dans le domaine de la recherche culturelle, on fait fausse route si on veut comparer à tout prix les autres ethnies avec l'Occident en termes de retard et d'avance. C'est de l'ethnocentrisme.

«On ne peut pas faire abstraction de la conception de l'univers qu'ont les individus, de leur forme

de logique, des valeurs véhiculées par leur milieu. S'ils n'explorent pas la réalité, les chercheurs risquent de se perdre dans des interprétations abusives, sans rapport réel avec la culture en question.

«Par exemple, poursuit Mme Lavallée-Pons, l'ensemble des résultats de recherches interculturelles indiquent dans certaines sociétés des retards dans le développement de l'intelligence et souvent pas d'accès à la pensée formelle. Moi je riposte: La pensée formelle? Plus de la moitié des Occidentaux ne l'atteignent peut-être jamais!

«Il faut également s'interroger sur nos instruments de travail. Conviennent-ils aux ethnies que nous avons la prétention d'étudier? Pour mener notre recherche sur le développement psychomoteur des bébés baoulés dans une zone située au nord d'Abidjan, nous avons utilisé le même matériel qu'une équipe avait mis au point et employé dans des garderies de France. Or quels sont les critères qui déterminent si un objet est familier ou non pour l'enfant: qu'il sache le reconnaître? le décrire? le manipuler? Cela n'est pas suffisant. Il faut connaître les différents référentiels qui s'y rapportent et qui sont à l'oeuvre dans leur contexte particulier.

«Sans compter les difficultés que posent la non-scolarisation, les caractéristiques linguistiques de la langue baoulé, etc...»

Domage que, ce jeudi-là, tant d'étudiants attendaient impatiemment à la porte de Mme Lavallée-Pons. Nous aurions aimé prendre le temps de mieux comprendre, pour mieux l'expliquer, l'avance sensible et chiffrable qu'accusent les enfants baoulés (de 6 à 31 mois) sur la population de même âge en Occident, quant au développement psychomoteur...

Domage aussi que le livre co-signé par Mme Lavallée: «Naissance de l'intelligence chez l'enfant baoulé en Côte d'Ivoire» publié en 78 aux Editions Hans Hubert (Suisse) n'ait pas traversé le continent en même temps qu'elle...

Denise Neveu